

DES MUSULMANS DE GAUCHE ?

Gilles Finchelstein

20/03/2014

Y a-t-il aujourd'hui des « musulmans de gauche », comme il y avait hier des « catholiques de gauche » ? Gilles Finchelstein s'intéresse à un groupe qui semble émerger de la typologie réalisée à partir des résultats d'une enquête sur les valeurs des Franciliens.

Pour la première fois peut-être, j'ai hésité avant d'écrire la note d'analyse d'une enquête d'opinion. Elle manipule en effet des objets explosifs – le poids de la religion dans la structuration des valeurs ; la place des musulmans dans la région Ile-de-France. Pis encore, elle s'insère dans un terrain miné. Elle devrait susciter de la réflexion, être lue avec tempérance, soulever des hypothèses. Elle risque de se heurter aux passions et crispations qui abîment notre société et au bruit et à la fureur qui caractérisent notre débat public. Et pourtant, le réel est là, il se rappelle chaque jour à nous et il ne sert à rien de l'occulter. Il est même de la responsabilité de la gauche de le regarder en face si elle veut transformer la société. Alors, allons-y ! Et commençons par le commencement.

Objectif. Nous sommes partis d'un objectif : dessiner le portrait des Franciliens dans leur territoire. Il y a exactement un siècle, André Siegfried publiait une étude restée célèbre sur « l'influence de la géologie sur le vote en Vendée ». Dans son *Tableau politique de la France de l'ouest*, il opposait la France calcaire et la France granitique, établissant que la composition des sols était déterminante dans la morphologie de l'habitat, dans la forme d'organisation sociale et dans la constitution des valeurs. Un siècle plus tard, la question est de savoir s'il existe en Ile-de-France un calcaire et un granitique contemporains. En quoi cette région est-elle singulière quand on la compare aux autres régions françaises ? En quoi les Franciliens sont-ils divers quand on les regarde de près ? Nous avons organisé un colloque réunissant des experts. Nous avons commandé une enquête permettant de saisir à la fois la perception de leur vie quotidienne et le système de valeurs des Franciliens.

Méthode. Et puis nous avons fait ce que l'on appelle en termes techniques une « analyse factorielle complémentaire ». Quelle est, schématiquement, l'originalité de cette méthode de traitement des données ? De ne pas analyser les résultats en partant des entrées traditionnelles, la préférence partisane, l'âge ou la classe sociale par exemple. Mais de traiter – statistiquement – l'ensemble des réponses pour procéder à des regroupements cohérents. En l'espèce, nous avons retenu

l'ensemble des questions relatives aux valeurs et, statistiquement, sept groupes homogènes et distincts idéologiquement ont ainsi été dégagés. Après que ces regroupements ont été constitués, et après seulement, il s'est agi de regarder si, et en quoi, chaque groupe se distinguait sociologiquement ou politiquement des autres groupes.

Le résultat, en l'espèce, vient conforter un certain nombre de stéréotypes : il y a, dans la région Ile-de-France, des « bobos » de gauche, des « mondialisés libéraux » et des « conservateurs assumés » de droite, des « anxieux » d'extrême droite. Mais il y a aussi un groupe nouveau – représentant 12 % de l'ensemble – qui a été mis au jour par cette typologie : ce groupe, « néo-traditionnaliste », pourrait aussi être appelé le groupe des « musulmans de gauche » – par référence aux « catholiques » de gauche – et c'est sur lui que se concentre cette Note. Soyons plus précis encore d'emblée pour que la lecture de ce qui suit ne soit pas biaisée. Dès lors que le critère de constitution des groupes est la cohérence idéologique, il est naturel qu'aucun groupe ne soit sociologiquement ou politiquement uniforme. Ainsi, d'une part, ce groupe n'est constitué qu'à moitié par des musulmans et tous les musulmans ne sont pas dans ce groupe – il n'en demeure pas moins que c'est son trait distinctif majeur. D'autre part, ce groupe ne vote pas seulement à gauche et ne partage pas toutes les valeurs de la gauche – il est, malgré tout, clairement plus à gauche qu'à droite (71 % des suffrages exprimés par ce groupe se sont portés sur François Hollande en 2012).

Éléments d'analyse

Le social

S'agissant des valeurs économiques et sociales, ce groupe est proche de la figure traditionnelle de la gauche – il aspire à davantage d'égalité – et de la gauche française en particulier – il attend beaucoup de l'Etat.

Le désir d'égalité. Il se manifeste sur le plan des valeurs. L'égalité est davantage privilégiée que dans les autres groupes. C'est vrai de l'arbitrage entre l'égalité et la liberté – ils sont 54 % (+14 points par rapport à la moyenne des Franciliens) à choisir l'égalité.

C'est vrai de l'arbitrage entre solidarité et responsabilité – ils sont 58 % (+13 points) à choisir la solidarité. Mais ce désir d'égalité se retrouve également sur le plan des solutions, notamment dans le soutien apporté à la redistribution. Ainsi, ils sont 75 % (+26 points) à partager l'idée que « pour établir la justice sociale, il faudrait prendre aux riches pour donner aux pauvres ».

Le besoin d'Etat. Ils défendent un Etat régulateur face au marché et considèrent très

majoritairement, à 73 % (+25 points), que pour faire face aux difficultés économiques, il faut que l'Etat « contrôle et réglemente plus étroitement les entreprises » plutôt qu'il leur « fasse confiance et leur donne plus de libertés ». Ils défendent un Etat social – et même un Etat assureur : c'est le seul groupe à répondre majoritairement, à 51 %, que « l'Etat devrait avoir davantage la responsabilité d'assurer à chacun selon ses besoins » (+21 points) plutôt que « les individus devraient avoir davantage la responsabilité de subvenir à leurs propres besoins ».

Les valeurs économiques et sociales sont donc celles de la gauche traditionnelle : égalitaires et étatistes. Tel est également à peu près le cas sur les questions d'identité – ce groupe se caractérise par son ouverture, avec toutefois quelques surprises sur l'immigration.

L'identité

La stigmatisation tour à tour des étrangers, des immigrés, des musulmans, de l'islam, a beaucoup prospéré durant le quinquennat de Nicolas Sarkozy. Pour autant – et c'est peut-être une surprise – les musulmans de gauche disent se sentir respectés, « avec leurs origines, leurs orientations, leurs différences » à 78 % – avec seulement 9 points de moins que la moyenne francilienne. De la même manière, ils n'ont pas beaucoup moins que les autres le sentiment de « pouvoir s'exprimer et participer à la vie publique » – les deux tiers répondent ainsi qu'ils ont cette possibilité (– 7 points).

Face aux questions de l'immigration, de l'intégration et de l'islam, les réponses de ce groupe sont nuancées et plus complexes.

D'un côté, davantage encore que la moyenne francilienne, ils sont 88 % à voir dans l'immigration « une source d'enrichissement culturel » (+12 points) ; ils récusent largement, à 74 % (+14 points), l'idée que l'islam constitue « une menace pour l'occident » ; ils sont à 82 % (+19 points) en faveur du droit de vote des étrangers aux élections locales.

D'un autre côté, une moitié d'entre eux estime qu'il y a trop d'immigrés (+5 points) ; à 52 %, ils sont également plus nombreux que la moyenne (+11 points) à considérer que l'on « ne se sent plus chez soi comme avant ».

Le culturel

L'ampleur du libéralisme culturel, accordant la primauté à la liberté des choix individuels, est une des singularités françaises. Il est plus massif encore en Ile-de-France, transcendant même le clivage gauche-droite.

A l'inverse, ce sont des valeurs culturelles plus conservatrices, et parfois même très conservatrices, qui prévalent dans le groupe des musulmans de gauche – les éloignant sur ce point radicalement d'autres groupes de gauche de cette typologie.

Homosexualité. Le conservatisme culturel est extrêmement prononcé s'agissant de la vision de l'homosexualité. Ils sont 83 % à ne pas approuver l'idée que « l'homosexualité est une manière acceptable de vivre sa sexualité » – quand, à l'inverse, 81 % des Franciliens l'approuvent. Quant à l'adoption par les couples homosexuels, qu'une courte majorité de Franciliens accepte, elle est rejetée à 95 %, soit quasi-unaniment, par ce groupe.

Femmes. De la même manière, le conservatisme culturel s'affirme s'agissant de la vision de la femme. Ils sont 65 % à partager l'idée que « la femme est faite avant tout pour avoir des enfants et les élever » (+40 points). Ils sont 45 % à ne pas considérer « normal qu'une femme puisse choisir d'avorter » (+35 points). Sur ces questions éminemment sensibles, il faut souligner deux choses. D'une part, la réponse des musulmans est plus libérale : les chiffres sont respectivement de 41 % et de 25 %. D'autre part, les chiffres sont respectivement de 32 % et 15 % pour les catholiques pratiquants.

Éléments de réflexion

Sur l'émergence de ce groupe

Est-elle étonnante ? Non. La France compte entre cinq et six millions de musulmans. La région Ile-de-France en compte proportionnellement davantage que le reste du pays. On se souvient de la formule qui a longtemps fait florès s'agissant des nouvelles technologies : on disait qu'on « les voyait partout, sauf dans les statistiques ». Les musulmans sont une partie intégrante de la société française, il est logique que cette place se retrouve aussi dans les typologies – d'une certaine manière, la seule chose étonnante est que ce groupe ne soit pas apparu plus tôt.

Est-ce inquiétant ? Pas davantage. On peut ne pas partager toutes les valeurs de ce groupe – et notamment pas son conservatisme culturel. Mais il s'agit là d'un débat de nature politique. Pour le reste, ce groupe veut s'insérer dans la société – il est d'ailleurs moins critique sur son fonctionnement que bien d'autres et souhaite simplement y trouver sa place. Et ces musulmans de gauche restent optimistes. Presque aussi optimistes que la moyenne des Franciliens pour eux-mêmes : 71 % d'entre eux (contre 79 %) déclarent, s'agissant de l'avenir, qu'ils vont « arriver à s'en sortir ». Plus optimistes – ou moins pessimistes – pour leurs enfants : ils sont 39 % (contre 26 % pour la moyenne des Franciliens) à penser que leurs enfants vivront mieux qu'eux.

Sur la place de la religion

Ce groupe se différencie sociologiquement des autres groupes. Les jeunes de dix-huit à trente-quatre ans sont plus nombreux. Il en est de même des catégories populaires : il y a, dans ce groupe, bien plus d'ouvriers, de revenus modestes, de locataires de HLM, d'habitants de banlieues. Ce groupe rassemble des catégories fragilisées socialement. Ils sont 90 % (+25 points) à considérer que « chaque mois, on se demande comment on va faire pour tout payer ». Ils sont 24 % (+14 points) à estimer qu'ils ne « disposent pas d'un logement satisfaisant ». Ils sont 35 % (+20 points) à répondre que leur « accès à des équipements culturels pour leurs loisirs » n'est pas satisfaisant.

Mais le véritable critère distinctif se trouve dans le rapport à la religion. Ce groupe est plus que d'autres composé de pratiquants – 30 % de ceux déclarant avoir une pratique religieuse « une fois par semaine ou plus » en font partie. Ce groupe est surtout bien plus que d'autres composé de musulmans – 47 % de ceux se déclarant de religion musulmane en font partie.

En définitive, cette étude renvoie à deux séries de questions – trop souvent confondues – qui sont posées à la société française. Une série de questions concernant l'Islam : il faut avoir le courage de dire que les musulmans français sont mal traités dans leur pays – ils ne disposent pas de suffisamment de lieux de culte ; ils sont stigmatisés dans le débat public.

Une série de questions concernant la laïcité : l'Islam est aujourd'hui plus présent, plus conquérant et plus visible dans la vie quotidienne. Depuis la première « affaire du voile » il y a près d'un quart de siècle, les passions se déchaînent à intervalles réguliers – là sur l'école, ici sur les piscines, ailleurs dans l'entreprise. Le défi pour notre pays est de concilier deux principes de valeur constitutionnelle : la laïcité – garante du commun – et la liberté religieuse – garante du particulier. Souvent, un peu de pragmatisme permet de régler les problèmes. Parfois, la loi doit venir fixer les limites – c'est ce qui a été fait sur le voile ou sur la burqa – et l'expérience a montré que la force de la loi conservait toute sa puissance symbolique et pratique.

Sur les leçons de l'histoire

Il y a près de quarante ans, le parti socialiste, de tradition laïque et entretenant souvent des relations conflictuelles avec les catholiques, s'était élargi. Il avait accueilli en son sein, notamment lors des Assises du socialisme, en 1974, des catholiques.

Le parallèle est tentant : il y avait hier des « cathos de gauche », il y aurait aujourd'hui, de la même manière, des « musulmans de gauche ». La base sociale est certes différente : les « cathos » étaient quantitativement majoritaires, territorialement ruraux, sociologiquement issus des classes

moyennes quand les « musulmans » sont minoritaires, urbains et appartiennent aux milieux populaires. Mais l'équilibre idéologique est proche : au diapason du reste de la gauche sur le clivage social ou identitaire ; plus conservateurs sur le clivage culturel. Deux données permettent d'illustrer ce dernier point : à la fin des années 1970, ceux que l'on appelait les catholiques « dominicaux » – par opposition aux catholiques « mensuels » ou « occasionnels » – étaient à 43 % en désaccord avec la phrase « il est normal qu'une femme puisse choisir d'avorter » et à 61 % avec la phrase « l'homosexualité est une manière acceptable de vivre sa sexualité ».

Reste, alors, une interrogation sur la dynamique à l'œuvre : les musulmans sont-ils sur la voie progressive de la sécularisation ou, à l'inverse de ce que l'on a connu avec les catholiques, dans un mouvement de retour, ou d'affirmation, de leur religion ?

Sur la politique

Avant même d'être « de gauche », ce groupe se définit avant tout négativement : il n'est pas « de droite ». Au second tour de l'élection présidentielle de 2012, seuls 28 % de leurs suffrages exprimés se sont portés sur Nicolas Sarkozy. En termes de préférence partisane, seuls 14 % d'entre eux se réclament de la droite dans son acception la plus large (UDI, UMP, FN).

Est-il pour autant de gauche ? On pourrait faire une réponse balancée. Oui, si l'on s'en tient aux valeurs économiques et sociales ou aux valeurs sur l'identité et l'immigration – on l'a vu. Oui encore, si l'on regarde les derniers comportements électoraux – 72 % en faveur de François Hollande. Non, si l'on s'attache aux valeurs culturelles. L'essentiel est pourtant ailleurs. Ce qui caractérise ce groupe – et là réside le défi électoral pour la gauche – c'est son rapport pour le moins distancié à la politique. 61% déclarent « ne pas s'y intéresser », dont 37 % pas du tout » (+19 points). 32 % se sont abstenus ou ont voté blanc le 6 mai 2012.

En 1970, le sociologue Albert Hirschman avait publié son plus célèbre ouvrage, *Exit, Voice, and Loyalty*. Il dressait une typologie des choix des citoyens mécontents de leur sort. Ceux-ci pouvaient ne rien faire (*loyalty*), protester (*voice*)... ou quitter le jeu silencieusement (*exit*). Tel est aujourd'hui clairement le risque pour la gauche, et plus largement pour la République.